

Election présidentielle mexicaine : Un scandale de corruption médiatique démontre les dangers, pour la démocratie, de la corruption... et de médias et réseaux sociaux manipulés

Alors que l'unique tour du scrutin doit avoir lieu dimanche 1^{er} juillet, les révélations du quotidien britannique The Guardian sèment le trouble au Mexique. Elles font suite au mouvement étudiant de protestation de mai et révèlent les accords passés entre la principale chaîne de télévision du pays et le candidat du PRI Enrique Pena Nieto.

Ce n'est pas la première fois que M. Nieto est questionné sur ses liens avec la plus grande chaîne hispanique et première chaîne au Mexique, Televisa. En 2005 déjà, celui qui était à l'époque gouverneur de l'Etat de Mexico, avait été accusé d'avoir acheté la chaîne pour mener une campagne de dégradation de l'image de Lopez Obrador, le candidat de la gauche. Celui-ci avait perdu l'élection présidentielle de 2006 pour laquelle il était pourtant donné favori. Malgré la publication de documents compromettants, M. Nieto, le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) et Televisa étaient parvenus à étouffer l'affaire.

Cette fois, ce sont les étudiants de l'Université Ibericoamericana qui ont confronté M. Nieto sur diverses affaires de corruption lors d'une conférence. Peu convaincant dans ses réponses, il a tenté de décrédibiliser les étudiants en les qualifiant de fauteurs de trouble. Ce discours a par la suite été largement repris par Televisa et PRI ce qui a provoqué la colère des étudiants. Ceux-ci ont diffusé des vidéos sur Internet montrant le déroulement réel des faits et 131 d'entre eux ont révélé leur identité afin de prouver qu'ils n'étaient nullement des infiltrés d'autres partis. Le mouvement qui a pris le nom de « Yo soy 132 » (« Je suis 132 ») a mobilisé plus de 15 000 étudiants mexicains. Les accusations de mainmise du PRI sur les médias viennent donc d'être alourdies par les documents révélés le 26 juin par The Guardian

Ce contrat signé en 2009 confirme l'existence d'un accord secret entre le PRI et Televisa ayant pour nom de code « Handcock ». La chaîne de télévision aurait mené une campagne internet en faveur du candidat, notamment par le biais de vidéos publiées sur Youtube. L'équipe aurait par la suite été chargée de diffuser largement ces vidéos sur des réseaux sociaux ou directement par emails. D'autres vidéos prenaient pour cible les opposants de M. Nieto ainsi que le président actuel Felipe Calderon. Contactée par The Guardian, Televisa a nié avoir favorisé M. Nieto et a fait valoir la responsabilité de la filiale Comercio Mas dont le nom apparaît dans le contrat.